

Agriculture



Adrian Ledergerber
Agriculteur

Pour une production indigène

L'UDC s'engage en faveur d'une agriculture qui fournit à la population des denrées alimentaires saines et produites à proximité. Les familles paysannes doivent gagner un revenu raisonnable pour les services importants qu'elles rendent à la collectivité. La sécurité de planification et la capacité novatrice indispensables à une agriculture fonctionnant selon des principes entrepreneuriaux doivent être renforcées. Il faut notamment pour ce faire ramener à un niveau raisonnable l'écologisation et la bureaucratie excessives qui grèvent actuellement le secteur agricole. En contrepartie, les terres cultivées doivent être entretenues et préservées de manière adéquate.



“ Nous voulons tous des aliments de qualité, sains, provenant de la région et à un prix abordable. C'est exactement ce que nous fournissent les paysans suisses. Voilà pourquoi nous devons soutenir l'agriculture et renforcer notre sécurité alimentaire. ”

Les familles paysannes disparaissent

Il y a cent ans, la Suisse comptait plus de 243 000 exploitations agricoles. En 1990, on en recensait encore 108 000, alors qu'il n'en restait plus que 51 620 en 2017.

Ce changement structurel a également provoqué une baisse massive du nombre de personnes employées dans l'agriculture. On en comptait encore 153 864 en 2017, soit environ 25% de moins qu'il y a 18 ans.

La population suisse soutient son agriculture, à laquelle la Constitution fédérale et la loi attribuent des tâches importantes. Le succès de la future politique agricole dépend aussi de l'application rigoureuse de la volonté populaire et des dispositions sur la sécurité alimentaire qui en découlent. Le mandat formulé par le souverain est parfaitement clair : mettre un terme à la priorisation exclusive de l'écologie dans l'agriculture, ne pas ouvrir davantage les frontières, améliorer les conditions-cadres et encourager ainsi la production indigène de denrées alimentaires.

La politique agricole menée par la Confédération empêche cependant les paysans de remplir leur mandat constitutionnel : la réglementation excessive, notamment en matière d'aménagement du territoire, de droit de la construction et d'environnement, entrave la marge de manœuvre d'une agriculture qui se veut productive. La préservation du plus haut degré d'autosuffisance possible, mais aussi l'exploitation et l'entretien des terres cultivables sont ainsi gravement menacés.

Empêcher une nouvelle baisse du degré d'autosuffisance

La Suisse est aujourd'hui déjà l'un des principaux importateurs nets de denrées alimentaires par habitant au monde. Elle importe chaque année des produits alimentaires d'une valeur de 600 francs par habitant, montant environ 10 fois plus élevé que la moyenne UE. Le degré d'autosuffisance net (déduction faite des importations d'aliments destinés à la production animale indigène) était encore de 59% en 2000, mais est tombé depuis en dessous de 50%. La Suisse est donc très loin d'être autosuffisante dans ce domaine. Ce constat confirme aux yeux de l'UDC la nécessité de soutenir des exploitations familiales performantes et dotées de structures modernes.

Agriculture productive

Notre agriculture productive assure de la manière la plus efficace et la plus avantageuse possible l'entretien des paysages cultivés diversifiés et bien structurés. Une approche qui est plus écologique que de transporter d'un continent à l'autre des denrées alimentaires qui peuvent être produites ici et avec la qualité suisse. Or, notre politique agricole a justement pris le chemin inverse, à savoir : on encourage une agriculture extensive au détriment d'une agriculture productive. La Suisse fait donc exactement ce qu'elle devrait éviter : premièrement, elle importe de plus en plus d'aliments dont elle ne connaît pas les méthodes de production et, deuxièmement, elle accroît du même coup sa dépendance vis-à-vis des pays étrangers. En ou-

tre, de plus en plus de précieuses terres agricoles sont victimes du reboisement et de la renaturation des cours d'eau. Enfin, la forte immigration accélère le bétonnage du pays au détriment de la surface cultivable.

Ne pas sacrifier l'agriculture sur l'autel du libre-échange

Les accords de libre-échange agricole demandés par le Conseil fédéral, qui prévoient une ouverture beaucoup trop large des frontières dans ce domaine, auraient des conséquences graves pour la survie de nos familles paysannes. La baisse des prix des denrées alimentaires au niveau de l'UE, voire à celui du marché mondial, alors que les coûts de production restent ap-

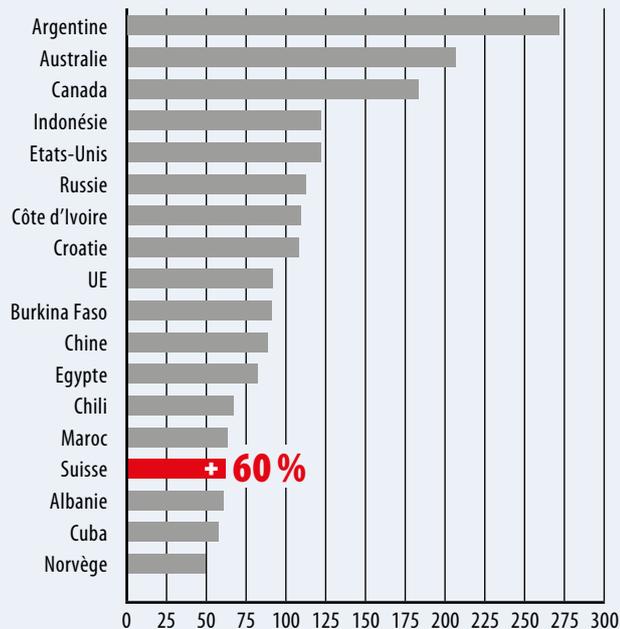
proximativement les mêmes, détruirait l'existence d'une agriculture nationale. Cela aurait également un impact négatif sur l'occupation décentralisée du territoire, l'entretien des paysages cultivés et affecterait la sécurité et la qualité des denrées alimentaires. L'UDC s'oppose donc à un libre-échange agricole incontrôlé.

Aménagement raisonnable du territoire

La loi sur l'aménagement du territoire doit permettre aux agriculteurs entrepreneurs de développer leurs exploitations dans une optique d'avenir et de marché. L'UDC préconise un aménagement du territoire qui autorise une exploitation souple



Degré d'auto-approvisionnement brut en %



Il faut conforter la sécurité alimentaire de la Suisse.

Source: Agristat 2014

et complète des bâtiments et installations existant en dehors des zones à bâtir. Cette approche permet de protéger les terres cultivables, de préserver le paysage et de garantir la création de valeur ajoutée dans l'espace rural. L'UDC s'engage en faveur d'une gestion économique des terres cultivables. De plus, les exploitations agricoles viables doivent être autorisées à l'avenir à construire de nouveaux bâtiments agricoles conformes aux zonages, et ce, sans que leurs droits de propriété soient limités.

Moins de bureaucratie agricole, de l'eau potable propre et une protection contre les grands prédateurs

L'UDC s'oppose en outre à l'extension constante des directives et prescriptions relatives à la protection des animaux, des eaux et de l'environnement. Cette politique a pour effet d'augmenter les coûts de production toujours plus élevés et des charges administratives disproportionnées. Pour ce qui est de la qualité de l'approvisionnement en eau, il convient de relever que la qualité de l'eau potable suisse est excellente en comparaison internationale et qu'elle revêt une importance considérable pour l'agriculture. L'UDC prend très au sérieux les défis liés à la qualité de l'eau potable. Il est également clair pour elle que les grands prédateurs n'ont pas leur place dans un pays avec une telle densité démographique. Le bien-être des animaux de rente et la conservation d'espèces rares méritent une plus grande attention que celui des grands prédateurs comme le loup ou l'ours.

Positions

L'UDC ...

- exige le maintien de la sécurité alimentaire en Suisse à un degré d'autosuffisance d'au moins 60%;
- se bat pour sauvegarder les moyens de subsistance des exploitations agricoles familiales;
- veut renforcer l'agriculture productive et minimiser les charges administratives des agriculteurs;
- s'oppose à la répercussion des coûts supplémentaires de la politique agricole sur les cantons;
- mise sur la production, la transformation et la commercialisation indigènes et s'oppose au libre-échange agricole;
- s'oppose à la multiplication des prescriptions sur la protection des animaux, des eaux et de l'environnement qui augmentent les coûts de production et multiplient les contraintes administratives;
- s'engage en faveur d'un aménagement du territoire permettant une utilisation souple et complète des bâtiments et installations situés en dehors des zones à bâtir;
- lutte pour la sécurité des investissements afin que les bâtiments et installations réalisés conformément aux dernières connaissances et prescriptions ne doivent pas être modifiés ou adaptés pendant la durée de leur amortissement;
- soutient des mesures d'encouragement ciblées en faveur de l'élevage afin de renforcer les exploitations herbagères productives;
- demande que la protection absolue des forêts soit assouplie en faveur de la préservation des terres cultivées;
- s'oppose aux «expériences de politique agricole» sous le couvert de la «qualité de l'eau potable» alors que celle-ci est déjà excellente en comparaison internationale;
- soutient l'intervention rapide des cantons pour éliminer, après consultation avec la Confédération, les grands prédateurs problématiques. A plus long terme, la Suisse doit être à l'abri des grands prédateurs.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme consommateur, des denrées alimentaires de production indigène;
- ✓ en tant que famille paysanne, des perspectives d'avenir;
- ✓ en tant qu'agriculteur, l'indispensable liberté entrepreneuriale;
- ✓ en tant que randonneur et touriste, des paysages cultivés bien entretenus;
- ✓ en tant qu'ami de la nature, des paysages beaux et bien entretenus.